

Washington Wall Street Watch

N°2024-29 - Le 25 juillet 2024

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- Le volume de transactions sur le marché de l'immobilier résidentiel pâtit des taux d'intérêt élevés
- La croissance du PIB au T2 2024 surprend à la hausse

Services financiers

- La SEC autorise les fonds indiciels cotés investis en Ethereum
- Les régulateurs bancaires renforcent les exigences de lutte anti-blanchiment

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

Le volume de transactions sur le marché de l'immobilier résidentiel pâtit des taux d'intérêt élevés

Selon la *National Association of Realtors* (NAR), les ventes de logements existants ont [baissé](#) de -5,4 % en juin, à 320 000. Les ventes baissent sur 4 mois consécutifs et surprennent à la baisse les différentes prévisions du marché. Toutefois, le prix médian a augmenté de +4,1 %, à 426 900 USD, marquant son plus haut niveau.

Selon les données [publiées](#) le 24 juillet par le *Census Bureau*, les ventes de logements neufs ont baissé de -0,6 %, à 51 400 (après 51 750 en mai et 55 500 en juin) et en-deçà des attentes du marché (53 300). Le prix médian a lui augmenté en juin à 417 300 USD après 407 100 USD en mai.

Ce ralentissement s'expliquerait par une faible offre de logements et une demande atone dans un contexte où les taux d'intérêt demeurent élevés. Les taux d'intérêt des prêts hypothécaires à 30 ans évoluent vers 6,8 %, en baisse depuis le pic de 7,2 % atteint en avril 2024, mais

nettement au-dessus des moyennes 2020 (3,1 %) et 2021 (3,0 %).

La croissance du PIB au T2 2024 surprend à la hausse

Selon la première [estimation](#) du *Bureau of Economic Analysis* (BEA), le PIB des États-Unis a augmenté de +0,7 % au 2^e trimestre 2024 (+2,8 % en rythme annualisé), en nette hausse par rapport au 1^{er} trimestre 2024 (+0,4 % en trimestriel et +1,4 % en annualisé). Le rythme dépasse les attentes des marchés (+0,5 % en évolution trimestrielle et +2,1 % en rythme annualisé).

La croissance du PIB au T2 2024 s'explique principalement par la consommation privée (+0,4 point de contribution) et les investissements privés (+0,2 point) et les variations des stocks (+0,2 point), compensés partiellement par le solde extérieur (-0,2 point).

Le déflateur du PIB, un indice des prix du PIB, a augmenté de +0,6 % au T2 2024 (+2,3 % en rythme annualisé), en baisse par rapport au trimestre précédent +0,8 % (+3,1 % en rythme annualisé) et en-deçà des attentes (+2,6 % en rythme annualisé).

SERVICES FINANCIERS

La SEC autorise les fonds indiciels cotés investis en Ethereum

Le 22 juillet, la *Securities and Exchange Commission* (SEC), l'autorité des marchés financiers, a [autorisé](#) individuellement 9 fonds indiciels cotés (*Exchange Traded Funds* - ETF) investis directement en Ethereum (*Ether-spot ETFs*) à entrer en cotation, après en avoir [approuvé](#) le principe le 23 mai dernier. L'Ethereum est le deuxième crypto-actif le plus échangé au monde après le Bitcoin, avec une taille de marché de 415 Md USD.

Les produits autorisés sont gérés par certains des plus importants gestionnaires d'actifs américains (*BlackRock, Invesco, Fidelity, Franklin Templeton*) et par d'autres gestionnaires plus spécialisés (*Grayscale, Bitwise, 21Shares, VanEck*). Ils pourront être échangés via le Nasdaq, le *New York Stock Exchange* (NYSE) et la *Chicago Board Options Exchange* (CBOE). Les observateurs considèrent que ces produits permettront aux investisseurs institutionnels de s'exposer directement à l'Ethereum via un produit de gestion d'actifs auquel ils sont habitués (ETF), sans avoir à passer par des plateformes de crypto-actifs. Les ETF investis en contrats *futures* indexés sur l'Ethereum étaient par ailleurs déjà autorisés aux États-Unis. Les analystes anticipent une collecte comprise entre 4,8 Md USD et 6,4 Md USD au cours de la première année de lancement, soit un niveau très inférieur aux ETF Bitcoins, qui ont collecté environ 17 Md USD depuis leur [autorisation](#) de mise sur le marché en janvier.

Le cours de l'Ethereum est resté stable les jours qui ont suivi l'annonce, cédant un peu moins de -1 % le jour de l'introduction en bourse des ETFs Ether le 23 juillet, avec environ 1 Md USD d'ETFs [échangés](#) (contre 4,7 Md USD pour les ETFs Bitcoin le premier jour de leur cotation).

Cette décision était très attendue par l'industrie depuis l'autorisation similaire accordée au Bitcoin. Better Markets, une

organisation indépendante œuvrant en faveur d'une meilleure supervision du secteur financier, a [critiqué](#) la décision de la SEC, mettant les investisseurs en garde contre la forte volatilité de l'Ethereum.

Les régulateurs bancaires renforcent les exigences de lutte anti-blanchiment

Le 19 juillet, les régulateurs bancaires (Fed, FDIC, NCUA et l'OCC) ont [publié](#) une proposition de règle visant à renforcer les exigences de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (LCB-FT) pour les institutions financières. Cette décision vise à aligner les objectifs des agences avec les révisions [proposées](#) le 28 juin par le *Financial Crimes Enforcement Network* (FinCEN), le service du *Treasury* chargé de la lutte contre la criminalité financière.

Le champ d'application de la règle cible les entités supervisées, notamment les banques, les intermédiaires financiers (*brokers-dealers*), les fonds d'investissement, les intermédiaires en matières premières, les opérateurs de paiement, les organismes de prêt, les agences de titrisation et les casinos.

La règle impose notamment à ces institutions de mettre à jour leur programmes de LCB-FT (*Bank Secrecy Act compliance programs*), en adoptant une approche efficace fondée sur les risques. En l'espèce, les acteurs concernés devront mettre en œuvre une procédure d'évaluation des risques qui devra tenir compte i) des priorités du FinCEN, dont la plupart sont issues de l'AML Act de 2020, ii) des risques spécifiques aux modèles d'affaires (e.g. produits, services, voies de distribution, localisation géographique, etc.) et iii) des rapports déjà soumis conformément aux réglementations existantes sur le LCB-FT en vertu du *Code of Federal Regulations* (CFR).

La période de consultation est ouverte pour 60 jours à compter de la publication de la règle au registre fédéral.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 a continué sa baisse en reculant de -2,6 %, à 5 399 points et l'indice Nasdaq de -3,7 %, à 17 182. Cette baisse s'explique par (i) un rééquilibrage des portefeuilles vers des petites capitalisations (+1,6 % sur la semaine écoulée pour l'indice Russell 2000, qui suit les 2 000 plus petites capitalisations de l'indice Russell) et (ii) des résultats décevants d'Alphabet (maison-mère de Google) et de Tesla. Pour Alphabet, malgré des résultats financiers supérieurs aux

attentes, les marchés ont été déçus par les résultats des investissements dans l'IA et les revenus publicitaires de la branche Youtube.

Le rendement des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) à 2 ans a baissé de -0,1 point, à 4,4 % alors que le taux à 10 ans est resté inchangé à 4,2 %. Le rendement des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) à 2 ans a baissé de -0,1 point, à 4,4 % alors que le taux à 10 ans est resté inchangé à 4,2 %.

BREVES

- Le 19 juillet, plusieurs banques (JP Morgan, Bank of America, Morgan Stanley, TD Bank, Capital One, Charles Schwab, Wells Fargo, US Bank, Arvest Bank) et opérateurs de paiement (VISA, Square) ont [déclaré](#) une perturbation de leurs opérations suite à la panne informatique mondiale causée par une interruption d'un logiciel de cybersécurité opéré par la société CrowdStrike. Les acteurs ont précisé que le retour à la normale avait été rapide, dès la mi-journée, et qu'elles devraient mobiliser leurs assurances cyber pour l'indemnisation des pertes occasionnées.
- Le 23 juillet, la *Federal Trade Commission* (FTC), l'autorité chargée de la politique de la concurrence, a [annoncé](#) mener une enquête concernant huit entreprises, dont la banque JP Morgan et le réseau de paiements Mastercard, suspectées d'exploiter les données personnelles de leurs clients à des fins commerciales. L'enquête portera en particulier sur le fonctionnement des outils algorithmiques et d'IA utilisés par ces entreprises dans le cadre de leur stratégie commerciale.
- Selon une enquête [réalisée](#) par *Talker Research*, une entreprise spécialisée dans les enquêtes et analyses de données, et commissionnée par Affirm, une fintech proposant des services d'achat immédiat et de paiement ultérieur (*Buy Now Pay Later* - BNPL), trois personnes sur cinq considèrent que l'économie américaine serait actuellement en récession. Selon Affirm, ce manque de confiance s'expliquerait par la hausse du coût de la vie (68 %), les difficultés financières observées dans l'entourage (50 %), des coupes dans les dépenses (36 %) et des difficultés à rembourser sa carte de crédit (20 %).